

Cellules Communistes Combattantes

Campagne Karl Marx

Action contre Fabrimétal et les contributions, 12 octobre 1985

Ce matin du 12 octobre 1985 les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit deux centres du pouvoir bourgeois situés à Charleroi, c'est-à-dire :

- le siège régional de l'association patronale de la métallurgie, des industries mécaniques, électriques et plastiques, FABRIMETAL, rue F. Puissant, 15
- l'office des contributions directes, au n° 13 même rue.

Avant d'expliquer ce qui lie ces deux actions au sein de notre campagne Karl Marx, il convient de voir en quoi ces objectifs sont spécifiquement et objectivement, chacun à leur niveau, partie intégrante de l'appareil de la bourgeoisie impérialiste régnant en ce pays, et en quoi ces deux institutions sont en fait des éléments moteurs de l'offensive anti-prolétarienne que nous subissons depuis des années et à laquelle nous commençons à peine à rendre coup pour coup.

Sous la présidence du patron de Boelwerf SA, Philippe Saverys, qui est par ailleurs membre du Comité de Direction de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO, dont nous avons détruit le siège principal ce 1^{er} mai) et administrateur du Groupe Bruxelles-Lambert ainsi que du holding COBEP, FABRIMETAL est en fait le point de jonction du patronat belge des secteurs métallurgiques, mécaniques, etc., grâce auquel s'élaborent les offensives anti-ouvrières selon les directives FEB et CEE

Car si, dans la métallurgie comme ailleurs, le rétrécissement de la base d'exploitation de la bourgeoisie implique une concurrence de plus en plus acharnée et de plus en plus agressive tant au niveau national (opposition entre Cockerill Sambre et Sidmar, par exemple) qu'au niveau européen (concurrence entre la Belgique, les industries de Lorraine, de la Rhur, d'Italie etc.) et qu'au niveau mondial (voir le récent conflit CEE/USA à propos des exportations de tubes d'acier), il est un point où tous les patrons de la métallurgie, administrateurs de holdings, fonctionnaires nationaux ou européens s'entendent.

Cette belle unanimité se traduit par la tentative de faire peser au maximum le poids de la crise capitaliste de surproduction d'acier, de la surproduction d'outils de travail, sur les épaules des prolétaires d'Europe, toutes nationalités confondues.

Il y a là un jeu subtil de la bourgeoisie impérialiste qu'il convient de bien saisir si le monde du travail veut intervenir efficacement dans cette situation. Nous avons d'un côté concurrence acharnée, d'un autre tentative nationale ou européenne de mettre un minimum d'ordre dans ce foutoir, et par dessus tout unanimité à exploiter un maximum les travailleurs.

— Concurrence acharnée tout d'abord, quand au sein de la CEE la consommation d'acier a baissé de 2% chaque année de 1980 à 1984. Toutes les entreprises sidérurgiques européennes n'atteignant pas rapidement le « top niveau » en matière de productivité périrent rapidement dans cette crise. Cette situation affirma les tensions internationales à travers, par exemple, l'augmentation des barrières douanières, l'imposition de quotas d'importation, les échecs dans les négociations internationales ayant trait au libre-échange (GATT), etc.

— Tentative de rationalisations ensuite, particulièrement à l'échelle européenne où, sous l'égide de Davignon (récemment nommé Président de la Société Générale de Banque et Administrateur de Solvay, tiens, tiens...), l'instauration de quotas de production et leur répartition entre les différentes industries nationales sonnèrent le glas pour les sidérurgistes lorrains, luxembourgeois et wallons. Cette politique étant répercutée au niveau national par des responsables bourgeois tels que Jean Gandois ou Raymond Haim Lévy, son successeur

à la tête de Cockerill-Sambre et ancien responsable des fermetures à USINOR et Creusot-Loire, en France.

— Politique anti-prolétarienne enfin, car si au sein de la CEE la production d'acier a diminué de 25% entre 1974 et 1984, l'emploi y a diminué, sur la même période, de 44%! Et ce n'est pas seulement le volume de l'emploi qui est dans le collimateur de la bourgeoisie impérialiste, mais également sa stabilité, les revenus, les droits syndicaux, etc.

Si l'emploi global diminue, l'exploitation du travail du sidérurgiste est, par contre, en augmentation constante. 100 heures de travail en 1983 permettaient la production de 16,3 tonnes d'acier, et les mêmes cent heures permettaient l'année passée 2,2 tonnes supplémentaires. À l'heure du bilan pour les métaux d'Europe, il ne reste qu'une surexploitation et 350.000 emplois supprimés en 10 ans.

La surproduction d'acier est aussi typiquement capitaliste que la surproduction agricole (« excédents » laitiers et autres). Et il apparaît clairement que seuls les rapports induits par le mode de production capitaliste développent de pareilles aberrations! L'humanité a besoin d'acier, de transports, de câbles, de navires ou de logements comme elle a besoin d'aliments. Il faut en finir avec cette absurdité!

Le déménagement de VALFIL en Chine en est l'illustration. Ici, l'usine était de trop, comme elle sera bientôt de « trop » pour les capitalistes chinois. La surexploitation des travailleurs chinois pour des salaires de misère leur accorde néanmoins un sursis.

Aujourd'hui, les travailleurs de la sidérurgie paient durement les défaites passées, défaites dont il faut dès maintenant tirer les leçons. Comment un tel carnage put-il être réalisé par la bourgeoisie impérialiste ?

Celle-ci a, avant tout, savamment provoqué, développé et entretenu la division entre les travailleurs. Qui s'est réellement soucié des luttes admirables des prolétaires français et immigrés, d'USINOR, SACILOR et d'autres ? Au delà d'une solidarité ponctuelle et d'une modeste reconnaissance de l'appartenance à un même monde, celui du travail et de l'acier, ces camarades se sont battus seuls. Quelques années plus tard, ce fut notre tour et nous nous retrouvâmes également seuls, et plus encore car non seulement isolés de nos camarades de RFA, d'Angleterre ou d'ailleurs, mais aussi entre nous.

Le sceptre de la division s'est répandu également entre les travailleurs du nord et du sud du pays, division exploitée par nos notables régionaux qui, sous le prétexte du fait que ce fut la Wallonie qui souffrit le plus des restructurations, déchargèrent la bourgeoisie impérialiste transnationale de sa responsabilité pour la faire endosser sur une « entité flamande », confondant de manière insultante travailleurs et patronat flamands. Pire, la pomme de discorde fut même portée au sein du prolétariat wallon dans l'odieuse mise en scène de « guerre des bassins » où, somme toute, les licenciés de Montignies pouvaient encore s'estimer heureux et consolés par les licenciements à Seraing ! Et vice-versa ! L'égalité dans le chômage et la misère était respectée, les profits assurés pour les patrons : c'est cela la démocratie bourgeoise.

À cette occasion, les appareils réformistes (politiques ou syndicaux) se sont ouvertement dénoncés comme ce qu'ils sont : des capitulars ! En échange de vagues promesses sur l'emploi, de considérations fumeuses sur la réduction du temps de travail, de miroirs aux alouettes dans lesquels ils se contemplant et pour lesquels ils nous vendent et nous trahissent, les réformistes se sont, au nom d'une politique « raisonnable » — la raison du capital —, prostitués à la bourgeoisie.

Tout cela est certes fort amer. Et il faut faire en sorte que cela ne se reproduise plus, et plus encore, que cela ne puisse plus se reproduire, plus jamais. Pour balayer le carcan de la dictature bourgeoise, il nous faut balayer le carcan du mode de production capitaliste. Pour balayer le mode de production capitaliste, il nous faut construire un nouvel ordre économique mondial, de nouveaux rapports économiques et sociaux basés sur la production de richesses pour la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Il nous faut marcher vers le

Socialisme, vers le Communisme. Pour cela, il faut que le monde du travail soit seul maître de son histoire, qu'il ne concède plus rien à la bourgeoisie. Et comme aujourd'hui les rapports entre les classes sont la domination de la bourgeoisie, il faut que le prolétariat s'arme de toutes ses forces pour imposer sa dictature. Il faut nous organiser et frapper sans relâche l'ennemi dans une perspective révolutionnaire de prise du pouvoir par la classe ouvrière! Notre attaque contre l'association patronale FABRIMETAL n'est que cela, elle est **tout** cela.

Il nous faut maintenant nous expliquer sur le sens de notre attaque contre le centre des impôts.

Avant tout, quelle place occupe l'imposition à ce moment-ci de la dictature bourgeoise ?

Objectivement, l'extorsion toujours croissante des impôts directs et indirects constitue en fait une baisse du salaire réel. D'autant plus que la gestion de ce capital est orientée de manière à perpétuer l'ordre impérialiste, à assurer sa sécurité, à garantir ses profits, à faciliter son fonctionnement en finançant toutes les infrastructures nécessaires à la production capitaliste (qui ne sont pas immédiatement sources de richesses ou, du moins, pas suffisamment pour les capitalistes).

Et plus grave encore, ces secteurs (chômage, santé, enseignement, transports, recherche...) financés directement ou indirectement par notre travail sont, dans le cadre de la politique libérale, soumis à une pression constante pour qu'ils deviennent source de profit.

L'attaque en règle contre les services publics se situe dans ce cadre, c'est-à-dire qu'en étant financés par nous à travers les impôts, ils doivent en plus réaliser du bénéfice sur nous en tant qu'usagers, patients, etc. C'est ainsi que notre travail est amputé une troisième fois par la bourgeoisie de ce qui nous revient, d'abord par la plus-value arrachée par le patronat, ensuite par les impôts et autres cotisations, et enfin à travers les bénéfices enregistrés par ces services, qui se fondront dans le capital géré actuellement par l'État bourgeois.

L'importance des contributions dans l'appareil bourgeois apparaît au regard de l'étendue de l'administration fiscale: 33.000 fonctionnaires, soit un agent des finances pour 300 citoyens, ou encore 41% du personnel des ministères.

L'État, dans sa fonction initiale de force de répression au service de la bourgeoisie, dans sa fonction seconde de résolution des intérêts contradictoires de cette même bourgeoisie, assure aujourd'hui une fonction nouvelle et de plus en plus intégrée au capitalisme.

Les interventions de l'État de plus en plus fréquentes dans l'économie, ses responsabilités financières et monétaires, sa gestion de pans entiers et spécifiques de l'économie capitaliste (SNCB, RTT, etc.) ont modifié la fonction de cet État bourgeois. De simple **outil** de la bourgeoisie, il est devenu **partie intégrante** de celle-ci. Car si l'État pille notre travail d'une manière différente (à travers l'imposition) il n'en gère pas moins son capital de concert et au service du mode de production capitaliste.

Bien sûr, les fonctions traditionnelles de l'État bourgeois n'en sont pas oubliées pour autant et dans cette période de crise d'actualité: nos impôts servent à entretenir un vaste appareil de répression anti-prolétaire avec à sa tête la gendarmerie. Ensuite ils se déversent dans les poches des multinationales de l'armement à travers les budgets militaires et, n'oublions pas, ils entretiennent le ministère de la justice qui garantit la propriété privée des moyens de production, l'héritage, le vol de la plus-value, la libre entreprise et autres bases légalisées de la dictature bourgeoise. Mais ce n'est pas tout.

Nos impôts financent aussi la bourgeoisie impérialiste à travers les « aides » aux secteurs « nationaux », car plutôt que d'**investir** directement dans les aciéries par exemple (le raisonnement vaut pour tous les secteurs, mais il nous permet ainsi de le lier à l'analyse précédente), l'oligarchie financière investit ses capitaux (ses bénéfices réalisés sur notre travail) dans des banques et des holdings qui, alors, **prêtent** ces capitaux aux industries avec les garanties de remboursement assuré par l'État... c'est-à-dire avec nos impôts!

Voilà pourquoi, alors que nos 6 principales aciéries ont réalisé en 1984 un bénéfice de 8,8 milliards de francs, après avoir soustrait les investissements et surtout l'énorme charge financière (les emprunts contractés auprès des banques), elles affichent des pertes de 4,4 milliards ! Voilà comment nos impôts couvrent des investissements à moindres risques pour les banques et les holdings ! C'est, en outre, un excellent moyen de chantage pour la bourgeoisie (de l'État aux holdings) contre les travailleurs, chantage devant lequel les réformistes (syndicaux et autres) sont totalement impuissants.

Alors que les budgets « sociaux », d'enseignement, etc. sont de plus en plus éprouvés, une part croissante du budget est destinée à rembourser les dettes contractées par l'État auprès des holdings et de l'ensemble de l'oligarchie financière. En 1983, 203 milliards de francs ont servi à l'amortissement de la dette. Citons encore quelques combines qui mettent nos impôts au service de la bourgeoisie impérialiste : les accords sur les CST, TCT, chômeurs mis au travail, stagiaires ONEM, etc., travailleurs auxquels l'État alloue un sous-salaire sur l'argent qu'il vole aux autres travailleurs, et cela pour une période donnée, dans une précarité d'emploi totale ! Et nous ne pouvons pas passer sous silence le « boni » de la sécurité sociale qui a pris le chemin des caisses de l'État alors que les CPAS se retournent contre les familles pour leur faire assumer l'aide aux plus démunis, etc.

Ces exemples démontrent bien que, tant au niveau politique (comme nous l'avions dénoncé dans notre communiqué lors des attaques contre les PRL/CVP), qu'au niveau économique, l'État n'est en aucun cas représentant de l'ensemble de la nation. Il n'est pas le subtil reflet de l'équilibre des forces de celle-ci, comme la mascarade électorale lui permet de s'en vanter. Si les patrons paient également des impôts, ceux-ci leur sont rendus au centuple par un appareil qui est tout entier dans leur camp. Et quant aux considérations électoralistes sur les baisses d'impôts, gageons qu'elles seront encore offertes aux « entrepreneurs » comme il en a toujours été le cas dans le passé. Il suffit de se rappeler les exemptions offertes pour l'achat des actions belges dans le cadre « Monory-De Clercq ».

En nous attaquant aujourd'hui à l'administration des contributions directes et à l'organisation patronale FABRIMETAL, nous nous sommes en fait attaqué à deux facettes, complémentaires, de la dictature bourgeoise.

Aujourd'hui, partis, État, holdings, multinationales, CEE, ... se fondent et se complètent au sein d'un vaste ensemble : la bourgeoisie impérialiste. Et si, pour des raisons de concurrence, des contradictions apparaissent entre ces parties, ces banques, ces administrations, toutes se retrouvent copains comme cochons quand il s'agit d'exploiter encore plus les travailleurs. Et pour nous, cela seul importe, cela suffit pour refuser toute compromission avec ces vampires, pour renforcer notre détermination à renverser définitivement le pouvoir bourgeois.

Cela doit nous suffire pour refuser catégoriquement de donner la moindre légitimité à la bourgeoisie, notamment à travers les farces électorales. Même si, dans le vide actuel du mouvement ouvrier, nombre d'entre nous iront voter pour l'actuelle mafia au pouvoir, frappés par le vide absolu du programme du PS qui est creux comme un bambou, et vaguement appâtés par les promesses de redressement ressassées par les maniaques du tonus et du tempo. Même si d'autres voteront pour les réformistes de la social-démocratie en réaction contre les agressions de Martens/Gol, et tout aussi vaguement appâtés par d'autres promesses aussi vides. Malgré cela, il est de plus en plus clair qu'il nous faut autre chose.

Pour cela, il faut aller plus loin, il faut renforcer l'unité de la classe ouvrière, harceler sans cesse l'ennemi, remettre en avant le marxisme-léninisme. Nous ne sommes, hélas, qu'à l'aube du processus révolutionnaire, et nos actions sont encore très faibles, mais cette faiblesse ne doit avoir pour tous qu'une seule conséquence : la dépasser, faire mieux et plus ! Il faut progresser sur le chemin de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la construction du Socialisme ! Que chacun réfléchisse, étudie, s'organise, agisse, et frappe ! Que mille cellules naissent !

CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE !

EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES
PROLÉTAIRES!

Organisons-nous et frappons sans relâche!

EN AVANT VERS LA RÉVOLUTION COMMUNISTE!

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS!

Cellules Communistes Combattantes
pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires